

30 mai 2008
Français
Original : anglais

**Troisième Réunion biennale des États
pour l'examen de la mise en œuvre
du Programme d'action en vue de prévenir,
combattre et éliminer le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects**

New York, 14-18 juillet 2008

**Document de travail sur l'Instrument international
visant à permettre aux États de procéder
à l'identification et au traçage rapides et fiables
des armes légères et de petit calibre illicites**

I. Cadre de discussion

1. Le débat sur l'Instrument international qui aura lieu à la troisième Réunion biennale des États vise à évaluer la mise en œuvre de l'Instrument dans son ensemble. Aussi, il serait utile de l'organiser en se basant sur la structure propre de l'Instrument international. Il semble donc logique de structurer le débat suivant les trois thèmes ci-après :

- a) Le marquage (sect. III de l'Instrument¹);
- b) La conservation des informations (sect. IV);
- c) La coopération en matière de traçage (sect. V).

2. Lors du débat sur ces thèmes, les États devraient être encouragés à aborder les questions intersectorielles ci-après, telles qu'elles sont énoncées dans l'Instrument international (notamment à la section VI) et dans la résolution 62/47 de l'Assemblée générale :

- a) Législation, réglementation et procédures administratives nationales – existantes, récentes ou prévues – permettant d'assurer l'application effective de l'Instrument (A/60/88, annexe, par. 24);
- b) Difficultés de mise en œuvre et possibilités offertes (résolution 62/47, par. 8);

¹ Voir document A/60/88 et Corr.2, annexe.



c) Expérience acquise par les États dans le traçage des armes légères et de petit calibre illicites (A/60/88, annexe, par. 36);

d) Mesures prises dans le domaine de la coopération et de l'assistance internationales, y compris la coopération avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) (A/60/88, annexe, par. 27 à 35).

A. Le marquage

3. Les principales questions dans ce domaine sont :

a) Les politiques nationales relatives à l'utilisation de marquages pour indiquer, selon le cas, le pays de fabrication ou le pays importateur [A/60/88, annexe, par. 8 a), 8 b) et 31 b)];

b) Les mesures prises pour s'assurer que toutes les armes légères et de petit calibre en possession des forces armées et des forces de sécurité gouvernementales pour leur propre usage sont dûment marquées [par. 8 d)];

c) Les mesures conçues par les fabricants, sous la juridiction nationale, pour empêcher d'enlever ou d'altérer les marquages [par. 8 e)].

4. Aux fins de l'application effective de l'Instrument, les États doivent, le cas échéant, adopter des lois, réglementations et procédures permettant d'identifier et de marquer les stocks de l'État qui ne le sont pas, d'acquérir et d'utiliser les équipements destinés au marquage des armes légères et de petit calibre, d'effectuer des recherches sur les technologies de marquage, de former du personnel au marquage et d'échanger des informations sur la réglementation et les pratiques nationales en matière de marquage.

B. La conservation des informations

5. La principale question dans ce domaine est celle des mesures prises par les États pour veiller à ce que soient établis des registres précis et détaillés de toutes les armes légères et de petit calibre marquées se trouvant sur leur territoire et que ces registres soient tenus conformément aux dispositions de l'Instrument (A/60/88, annexe, par. 11 à 13).

6. Aux fins de l'application effective de l'Instrument, les États doivent, le cas échéant, adopter des lois, réglementations et procédures concernant des systèmes de conservation des informations et établir une coordination entre les divers organismes publics concernés, prendre des mesures pour enregistrer – ou détruire – les armes légères et de petit calibre illicites trouvées sur le territoire national, informatiser les systèmes existants de conservation des informations, assurer la formation des personnels et l'échange de pratiques optimales en matière de conservation des informations.

C. La coopération en matière de traçage

7. Les principales questions dans ce domaine sont :

a) La désignation d'un point de contact national pour le traçage et la communication des informations au Bureau des Nations Unies pour les affaires de désarmement [A/60/88, annexe, par. 31 a)];

b) Les mesures prises par les États pour procéder au traçage et répondre aux demandes de traçage conformément aux spécifications visées dans l'Instrument (par. 14);

c) L'échange d'informations sur les bonnes réglementations, procédures et pratiques administratives en ce qui concerne les mécanismes et les procédures de traçage aux niveaux bilatéral, régional et international.

8. Aux fins de l'application effective de l'Instrument, les États doivent, le cas échéant, adopter des lois, réglementations et procédures concernant les systèmes de traçage, notamment la désignation d'un point de contact national et l'établissement d'une coordination entre les divers organismes publics concernés, l'informatisation des systèmes existants de traçage, la recherche des technologies de traçage, la formation des personnels, l'échange d'informations sur les entretiens des points de contact nationaux et le renforcement des partenariats et de la coopération dans les domaines du traçage aux niveaux bilatéral, régional et international.

II. Conclusions éventuelles de la troisième Réunion biennale des États en ce qui concerne l'Instrument international

9. Les conclusions pourraient faire ressortir l'interdépendance et la complémentarité entre le marquage des armes, la conservation des informations et le traçage. Pour parvenir à un traçage efficace des armes, les États doivent d'abord uniquement identifier les armes qui portent leurs marques et autres caractéristiques et, ainsi, établir leur parcours grâce aux informations concernant le pays de fabrication ou le dernier importateur.

A. Priorités actuelles de l'application de l'Instrument

10. Les États qui ne l'ont pas encore fait peuvent être encouragés à mettre les lois, réglementations et procédures administratives nationales en adéquation avec les spécifications de l'Instrument, notamment en ce qui concerne le marquage, la conservation des informations et la coopération en matière de traçage.

11. Les États qui ne l'ont pas encore fait peuvent être encouragés à désigner un point de contact national et à présenter des rapports sur les pratiques nationales en matière de marquage.

12. L'échange d'informations sur le marquage, la conservation des informations et la coopération aux fins de l'élaboration des lois, de la réglementation et des procédures administratives.

13. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes en matière de promotion de l'application de l'Instrument peut être réaffirmé.

14. Autres priorités et mesures proposées que les États pourraient déterminer à leur troisième Réunion biennale, notamment en ce qui concerne la coopération et l'assistance internationales pour l'application de l'Instrument.

B. Coopération internationale, assistance et renforcement des capacités pour une application effective de l'Instrument

15. La coopération et l'assistance internationales jouent un rôle de premier plan dans l'application effective de l'Instrument, notamment dans les domaines ci-après :

a) Détermination des pratiques optimales, des difficultés de mise en œuvre et, le cas échéant, des besoins en matière de renforcement des capacités nationales;

b) Fourniture par les États qui sont en mesure de le faire d'une assistance technique, financière et autre, par la voie bilatérale et multilatérale, aux fins de la constitution ou du renforcement des capacités nationales dans les domaines du marquage, de la conservation des informations et du traçage des armes légères et de petit calibre illicites;

c) Examen par les États qui sont en mesure de le faire des technologies concourant à l'amélioration de l'efficacité du marquage, du traçage et de la détection d'armes légères et de petit calibre illicites, ainsi que des mesures permettant de faciliter le transfert de ces technologies;

d) Encourager les initiatives dans le cadre du programme de mobilisation des ressources et des compétences des organisations régionales et internationales compétentes – et, le cas échéant, l'établissement d'une coopération avec celles-ci – afin de promouvoir l'application de l'Instrument;

e) Autres priorités et mesures proposées que les États pourraient déterminer à leur troisième Réunion biennale.
